

AVIS DES SOCIÉTÉS

ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

CELLCOM

Siège Social : 25 Rue de l'Artisanat CHARGUIA 2 ARIANA.

La société CELLCOM publie, ci-dessous, ses états financiers consolidés arrêtés au 31 décembre 2020 tels qu'ils seront soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra le 22 novembre 2021. Ces états sont accompagnés du rapport d'audit du commissaire aux comptes : Mr Achraf GUERMECH (AMC Ernst & Young).

Groupe CELLCOM

BILAN CONSOLIDE
(exprimé en dinar tunisien)

		31 Décembre	
	Notes	2020	2019
ACTIFS			
ACTIFS NON COURANTS			
Immobilisations incorporelles		366 274	366 274
- Amortissements des immobilisations incorporelles		(366 274)	(365 393)
	A.1	-	881
Immobilisations corporelles		3 350 816	2 990 075
- Amortissements des immobilisations corporelles		(2 703 246)	(2 514 124)
	A.1	647 570	475 951
Immobilisations financières		852 132	852 132
- Provisions pour dépréciation des immobilisations financières		(322 616)	(322 616)
	A.2	529 516	529 516
Total des actifs immobilisés		1 177 086	1 006 347
TOTAL DES ACTIFS NON COURANTS		1 177 086	1 006 347
ACTIFS COURANTS			
Stocks		8 994 674	9 610 385
- Provisions pour dépréciation des stocks		(1 550 548)	(1 498 569)
	A.3	7 444 127	8 111 816
Clients et comptes rattachés		15 706 756	24 087 481
- Provisions pour dépréciation des comptes clients		(7 563 154)	(7 309 783)
	A.4	8 143 602	16 777 699
Autres actifs courants		9 747 033	8 362 025
- Provisions pour dépréciation des autres actifs courants		(942 512)	(953 134)
	A.5	8 804 521	7 408 891
Placements et autres actifs financiers	A.6	-	263 000
Liquidités et équivalents de liquidités		3 230 077	3 796 862
- Provisions pour dépréciation des liquidités		(3 876)	(3 876)
	A.7	3 226 202	3 792 986
TOTAL DES ACTIFS COURANTS		27 618 452	36 354 391
TOTAL DES ACTIFS		28 795 538	37 360 738

Groupe CELLCOM

BILAN CONSOLIDE
 (exprimé en dinar tunisien)

		31 Décembre	
	Notes	2020	2019
CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS			
CAPITAUX PROPRES			
Capital social		4 461 532	4 461 532
Réserves - Part du groupe		3 864 079	5 501 813
Résultat - Part du groupe		804 082	(1 654 888)
Total des capitaux propres - Part du Groupe	A.8	9 129 693	8 308 457
Intérêts minoritaires dans les réserves		1	29 156
Intérêts minoritaires dans le résultat		-	(12 000)
Total des intérêts minoritaires		1	17 156
Total des capitaux propres consolidés	A.8	9 129 694	8 325 613
PASSIFS			
PASSIFS NON COURANTS			
Emprunts	A.9	213 199	92 846
Provisions pour risques et charges	A.10	360 552	872 316
TOTAL DES PASSIFS NON COURANTS		573 751	965 162
PASSIFS COURANTS			
Fournisseurs et comptes rattachés	A.11	7 737 679	10 056 880
Autres passifs courants	A.12	2 443 673	1 878 734
Concours bancaires et autres passifs financiers	A.13	8 910 741	16 134 350
TOTAL DES PASSIFS COURANTS		19 092 093	28 069 963
TOTAL DES PASSIFS		19 665 844	29 035 125
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS		28 795 538	37 360 738

Groupe CELLCOM

ETAT DE RESULTAT CONSOLIDE
(exprimé en dinar tunisien)

	Notes	Période de 12 mois close le	
		31-déc-20	31-déc-19
Revenus	B.1	56 227 345	41 294 520
<u>Total produits d'exploitation</u>		56 227 345	41 294 520
Coût d'achat des marchandises vendues	B.2	47 526 219	33 682 746
Charges de personnel	B.3	2 375 038	2 495 714
Dotations aux amortissements et aux provisions	B.4	(27 034)	2 316 735
Autres charges d'exploitation	B.5	3 374 987	2 899 897
<u>Total des charges d'exploitation</u>		53 249 209	41 395 092
<u>RESULTAT D'EXPLOITATION</u>		2 978 136	(100 572)
Charges financières nettes	B.6	(1 065 426)	(1 552 902)
Produits des placements		21 454	17 113
Autres gains ordinaires	B.7	8 128	96 345
Autres pertes ordinaires	B.8	(961 549)	(21 002)
<u>RESULTAT COURANTS DES SOCIETES INTEGREES</u>		980 743	(1 561 018)
Impôts exigibles		(176 662)	(105 870)
<u>RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE</u>		804 082	(1 666 888)
Part revenant aux intérêts minoritaires		-	(12 000)
<u>Part revenant au groupe</u>		804 082	(1 654 888)

Groupe CELLCOM

ETAT DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE

(exprimé en dinar tunisien)

Notes	Période de 12 mois close le	
	31/12/2020	31/12/2019
<u>Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation</u>		
Résultat net	804 082	(1 666 888)
Ajustements pour		
*Amortissements et provisions	(27 034)	2 316 735
*Variation des :		
- Stocks	615 710	2 827 810
- Créances clients	8 380 725	(2 673 299)
- Autres actifs	(1 385 009)	(1 819 452)
- Placements courants	263 000	(263 000)
- Fournisseurs et autres dettes	(1 754 261)	1 419 328
- Intérêt courus	(5 886)	18 335
*Plus ou moins-values de cession	-	(56 102)
Total des flux de trésorerie liés aux opérations d'exploitation	C1 6 891 327	103 469
<u>Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement</u>		
Décaissement pour acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(360 741)	(144 189)
Encaissements sur cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	-	71 800
Décaissements pour acquisitions d'immobilisations financières	-	(2 471)
Encaissements sur cessions d'immobilisations financières	-	1 950
Impact de la variation du périmètre	-	(600 255)
Total des flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement	C2 (360 741)	(673 165)
<u>Flux de trésorerie liés aux activités de financement</u>		
Variation des emprunts leasing (Principal)	187 050	60 697
Variation des crédits de financement à court terme	(3 176 925)	(2 050 888)
Total des flux de trésorerie liés aux opérations de financement	C3 (2 989 874)	(1 990 191)
Variation de trésorerie	3 540 711	(2 559 888)
Trésorerie au début de l'exercice	(2 434 137)	125 750
Trésorerie à la clôture de l'exercice	C4 1 106 574	(2 434 137)

NOTES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

I. Présentation du Groupe

Le « Groupe CELLCOM » est un groupe de sociétés composé des quatre sociétés suivantes :

- « CELLCOM SA » (Société mère) : Société anonyme cotée en bourse ayant pour capital 4 461 532 Dinars. La société a pour objet la commercialisation et la distribution en gros du matériel et des équipements de télécommunication. Elle commercialise aussi les équipements d'architecture électronique, informatique et audiovisuelle. Elle effectue également les prestations de services après-vente des produits commercialisés. Elle est également distributeur des lignes et des cartes de recharge téléphoniques de Tunisie Télécom.
- « CELLCOM Retail » : SARL au capital de 40 000 Dinars ayant pour objet principal le commerce de détail du matériel et des équipements de télécommunication.
- « CELLCOM Distribution » : SARL au capital de 100 000 Dinars ayant pour objet principal la commercialisation des petits électroménagers, des produits audiovisuels, des écrans de télévision, des récepteurs et des paraboles.
- « CELLCOM international » : SARL au capital de 150 000 Dinars créée en 2018 et non encore entrée en activité au 31/12/2020.

II. Référentiel comptable

Les Etats Financiers consolidés du « Groupe CELLCOM », arrêtés au 31 Décembre 2020, sont élaborés et présentés conformément aux principes comptables généralement admis en Tunisie tels que définis par la loi 96-112 et le décret 96-2459 du 30 Décembre 1996. Il s'agit, entre autres :

- Du Cadre Conceptuel ;
- De la Norme Comptable Générale (NCT 1) ;
- Des Normes Comptables relatives à la consolidation (NCT 35 à 37) ;
- De la Norme Comptable relative aux regroupements d'entreprises (NCT 38) et
- De la Norme Comptable relative aux informations sur les parties liées (NCT 39).

III. Principes de comptabilisation

Les Etats Financiers consolidés sont libellés en Dinars Tunisiens et sont préparés en respectant notamment les hypothèses sous-jacentes et les conventions comptables suivantes :

- Hypothèse de la continuité de l'exploitation
- Hypothèse de la comptabilité d'engagement
- Convention de l'entité
- Convention de l'unité monétaire
- Convention de la périodicité
- Convention du coût historique
- Convention de la réalisation du revenu
- Convention de rattachement des charges aux produits
- Convention de l'objectivité
- Convention de permanence des méthodes
- Convention de l'information complète
- Convention de prudence
- Convention de l'importance relative
- Convention de prééminence du fond sur la forme

IV. Principes de consolidation

Les filiales correspondent aux entreprises dans lesquelles le Groupe possède, directement ou indirectement, plus de 40% des droits de vote ou dispose du pouvoir d'exercer un contrôle sur leurs activités.

Les filiales sont consolidées à compter de la date d'acquisition, qui correspond à la date à laquelle le Groupe a obtenu le contrôle et ce jusqu'à la date à laquelle l'exercice de ce contrôle cesse.

Les Etats Financiers des filiales couvrent la même période de référence que celle de la société mère, et sont préparés sur la base de méthodes comptables homogènes.

Tous les soldes, produits et charges intra-Groupe ainsi que les profits et pertes latents résultant de transactions internes sont éliminés.

Les intérêts minoritaires représentent la part des profits ou des pertes ainsi que les actifs nets, qui ne sont pas détenus par le Groupe. Ils sont présentés dans le compte de résultat consolidé et dans les capitaux propres du bilan consolidé séparément du résultat et des capitaux propres attribuables à la société mère.

L'intégration globale s'applique aux entreprises contrôlées de manière exclusive par le Groupe. Elle requiert la substitution du coût d'acquisition des titres de participation détenus dans les filiales par l'ensemble des éléments actifs et passifs de celles-ci tout en dégageant la part des intérêts minoritaires dans les capitaux propres et le résultat.

V. Périmètre et méthodes de consolidation

Les Etats Financiers consolidés comprennent les Etats Financiers de la société « CELLCOM SA » et ceux de ses filiales, arrêtés au 31 Décembre 2020.

Le périmètre de consolidation ainsi que les méthodes de consolidation du « Groupe CELLCOM » se présentent comme suit :

Sociétés	2020		2019		Méthode de consolidation
	%	%	%	%	
	de contrôle	d'intérêt	de contrôle	d'intérêt	
CELLCOM SA	100,00%	100,00%	100,0%	100,00%	Intégration Globale
CELLCOM DISTRIBUTION	99,99%	99,00%	99,0%	99,00%	Intégration Globale
CELLCOM RETAIL	70,00%	70,00%	70,0%	70,00%	Intégration Globale
CELLCOM INTERNATIONAL	100,00%	100,00%	100,0%	100,00%	Intégration Globale
CELLCOM COTE D'IVOIRE	70,00%	70,00%	70,00%	70,00%	Exclue du périmètre (*)
CELLCOM MAROC	60,00%	60,00%	60,00%	60,00%	Exclue du périmètre (**)

(*) La société « CELLCOM Côte d'Ivoire » a été exclue du périmètre de consolidation depuis 2018 et a fait l'objet d'une réserve au niveau de notre opinion d'audit sur les Etats Financiers Consolidés.

(**) La société « CELLCOM Maroc » a été exclue du périmètre de consolidation en 2019 alors qu'elle était consolidée par intégration globale en 2018 et a fait l'objet d'une réserve au niveau de notre opinion d'audit sur les Etats Financiers Consolidés.

VI. Méthodes comptables

Les principes comptables les plus significatifs utilisés pour la préparation des Etats Financiers consolidés du « Groupe CELLCOM » se résument comme suit :

► Revenus

Les revenus provenant des ventes de marchandises sont mesurés à la juste valeur des contreparties reçues ou à recevoir. Les revenus sont nets de remises et réductions commerciales consenties par l'entreprise et les rendus acceptés par elle. Les sommes encaissées pour le compte de tiers, par exemple les taxes collectées pour le compte de l'Etat, ne font pas partie des revenus.

Les revenus provenant de la vente de marchandises sont comptabilisés, conformément à la Norme Comptable Tunisienne 3, lorsque l'ensemble des conditions suivantes sont satisfaites :

- L'entreprise a transféré à l'acheteur les principaux risques et avantages inhérents à la propriété ;
- Le montant des revenus peut être mesuré de façon fiable ;
- Il est probable que des avantages futurs associés à l'opération bénéficieront à l'entreprise et
- Les coûts encourus ou à encourir concernant l'opération peuvent être mesurés de façon fiable.

► Stocks

Les stocks de marchandises acquises par la société sont évalués à leur coût d'acquisition. Ce coût comprend le prix d'achat, les droits de douane à l'importation et les taxes non récupérables par l'entreprise ainsi que les frais de transport, d'assurance liée au transport et les autres coûts directement liés à l'acquisition des éléments achetés, déduction faite de toutes les réductions commerciales obtenues.

La formule de valorisation adoptée par la société est celle du coût moyen pondéré et les flux d'entrée et de sortie de stocks sont comptabilisés selon la méthode de l'inventaire intermittent.

A la date de clôture, il est procédé à la détermination de la valeur de réalisation nette des stocks sur la base des hypothèses les plus vraisemblables de la valeur probable de réalisation dans des conditions normales de vente. Toute dépréciation et/ou perte éventuelles sont constatées en charges de l'exercice.

Pour les articles à rotation lente, la Direction de la société a prévu une politique de dépréciation qui varie en fonction de la catégorie des articles et de leur antériorité.

► Participations

Les titres de participations détenus par la société sont comptabilisés à leur coût d'acquisition. A la date de clôture, il est procédé à l'évaluation des placements à long terme à leur valeur d'usage. Les moins-values par rapport au coût font l'objet de provisions. Les plus-values par rapport au coût ne sont pas constatées.

La valeur d'usage des titres de participation est déterminée, conformément à la Norme Comptable Tunisienne 7 relative aux placements, en tenant compte de plusieurs facteurs notamment la valeur de marché, l'actif net, les résultats et les perspectives de rentabilité de l'entreprise émettrice ainsi que la conjoncture économique et l'utilité procurée à l'entreprise.

► Eléments Libellés en monnaie étrangère

Tout actif, passif, produit ou charge résultant d'une opération en monnaie étrangère est converti en monnaie de comptabilisation à la date de l'opération selon le taux de change en vigueur à cette date conformément à la Norme Comptable Tunisienne 15 relative aux opérations en monnaies étrangères.

A chaque date de clôture, les éléments monétaires libellés en monnaies étrangères sont évalués en utilisant le taux de change en vigueur à la date de clôture. Les gains ou pertes de change ainsi résultant sont constatés en résultat. Les éléments non monétaires qui sont comptabilisés au coût historique exprimé en monnaies étrangères restent évalués au taux de change en vigueur à la date de l'opération.

► Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont comptabilisées au coût historique qui englobe le prix d'acquisition, les droits et taxes supportés et non récupérables ainsi que tous les frais engagés en vue de mettre l'immobilisation en état de marche en vue de l'utilisation prévue (fret, assurance, etc.).

► Homogénéisation et Elimination des soldes et transactions intra-Groupe

Les opérations et transactions internes sont traitées de manière à neutraliser leurs effets. Ces opérations concernant principalement les comptes courants entre sociétés du périmètre.

Les soldes réciproques ainsi que les produits et charges résultant d'opérations internes au Groupe sont éliminés lorsqu'ils concernent des filiales faisant l'objet d'une intégration globale ou intégration proportionnel au prorata du pourcentage d'intérêt.

► Impôt différé

Les sociétés du « Groupe CELLCOM » sont soumises à l'impôt sur les sociétés (IS) selon les règles et les taux en vigueur en Tunisie.

Un actif d'impôt différé est comptabilisé pour toutes les différences temporelles déductibles dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable, sur lequel ces différences temporelles déductibles pourront être imputées, sera disponible. Un passif d'impôt différé est comptabilisé pour toutes les différences temporelles imposables.

VII. Informations afférentes aux éléments des Etats Financiers Consolidés

A- Notes du bilan consolidé**A.1 Immobilisations corporelles et incorporelles**

Les immobilisations incorporelles et corporelles nettes s'élèvent à 647 570 DT au 31 Décembre 2020 contre 476 831 DT au 31 Décembre 2019. Le tableau de variation des immobilisations pour la période allant du 1^{er} Janvier 2020 au 31 Décembre 2020 se présente comme suit :

Désignations	Valeurs brutes au 31/12/2019	Acquisitions	Cessions	Valeurs brutes au 31/12/2020	Amortissements cumulés au 31/12/2019	Dotation aux amortissements 31/12/2020	Cumul des Amortissements et provisions cumulés au 31/12/2020	VCN au 31/12/2019	VCN au 31/12/2020
Logiciels	366 274			366 274	365 393	881	366 274	881	-
Immobilisations Incorporelles	366 274	-	-	366 274	365 393	881	366 274	881	-
Matériels et outillages	141 608	3 600	-	145 208	132 361	3 176	135 537	9 246	9 670
Matériels de transport	73 033	-	-	73 033	71 035	1 998	73 033	1 998	-
Agencements, aménagements et installations	1 141 385	6 422	-	1 147 807	882 230	53 685	935 915	259 156	211 892
Equipements de bureau	181 447	-	-	181 447	152 306	6 929	159 236	29 141	22 211
Matériels informatiques	315 904	15 680	-	331 583	297 975	9 810	307 785	17 928	23 798
Matériels de transport à statut juridique particulier	1 114 698	335 040	-	1 449 738	956 216	113 524	1 069 740	158 482	379 998
Immobilisations en cours	22 000	-	-	22 000	22 000	-	22 000	-	-
Immobilisations Corporelles	2 990 075	360 741	-	3 350 816	2 514 124	189 122	2 703 246	475 951	647 570
Total Général	3 356 349	360 741	-	3 717 090	2 879 517	190 002	3 069 520	476 831	647 570

A.2 Immobilisations financières

Les immobilisations financières nettes s'élèvent à 529 516 DT au 31 Décembre 2020 contre le même solde au 31 Décembre 2019 et se détaillent comme suit :

Libellés	Soldes au 31/12/2020	Soldes au 31/12/2019
Titres de participation non consolidés (*)	555 640	555 640
Dépôts et cautionnements	296 492	296 492
Total Brut	852 132	852 132
Provisions pour dépréciation des immobilisations financières (*)	(322 616)	(322 616)
Total net	529 516	529 516

(*) Incluent les titres de participation dans « CELLCOM Côte d'Ivoire » et « CELLCOM Maroc » s'élevant respectivement à 307 020 Dinars, totalement provisionnés, et 247 620 Dinars, provisionnés à hauteur de 3 806 Dinars.

A.3 Stocks

Les stocks nets s'élèvent à 7 444 127 DT au 31 Décembre 2020 contre 8 111 816 DT au 31 Décembre 2019 et se détaillent comme suit :

Libellés	Soldes au 31/12/2020	Soldes au 31/12/2019
Stocks de marchandises	7 253 186	7 294 867
Stocks en transit	1 741 489	2 315 518
Total Brut	8 994 674	9 610 385
Provisions pour dépréciation des stocks	(1 550 548)	(1 498 569)
Total net	7 444 127	8 111 816

A.4 Clients et comptes rattachés

Les clients et comptes rattachés nets s'élèvent 8 143 602 DT au 31 Décembre 2020 contre 16 777 699 DT au 31 Décembre 2019 et se détaillent comme suit :

Libellés	Soldes au 31/12/2020	Soldes au 31/12/2019
Clients - chèques impayés	3 509 841	3 337 488
Clients - traites cautionnées	2 933 725	1 003 807
Clients ordinaires	2 687 229	9 433 820
Clients douteux	2 455 957	2 352 755
Clients - traites impayées	1 973 753	2 074 487
Clients - effets à recevoir	1 516 629	5 736 726
Clients factures à établir	629 623	148 398
Total Brut	15 706 756	24 087 481
Provisions sur effets et chèques impayés	(5 107 197)	(4 957 028)
Provisions pour dépréciation des comptes clients	(2 455 957)	(2 352 755)
Total net	8 143 602	16 777 699

A.5 Autres actifs courants

Les autres actifs courants nets s'élèvent à 8 804 521 DT au 31 Décembre 2020 contre 7 408 891 DT au 31 Décembre 2019 et se détaillent comme suit :

Libellés	Soldes au 31/12/2020	Soldes au 31/12/2019
Débiteurs divers	4 524 317	4 347 364
Etat, Impôts et taxes	3 565 291	3 006 311
Comptes transitoires	1 101 446	470 256
Produits à recevoir	502 547	471 702
Prêts aux personnels	23 290	16 557
Charges constatées d'avance	23 107	41 339
Fournisseurs - avances et acomptes	7 035	8 496
Total Brut	9 747 033	8 362 025
Provisions pour dépréciation des autres actifs courants	(942 512)	(953 134)
Total net	8 804 521	7 408 891

A.6 Placements et autres actifs financiers

Les placements et autres actifs financiers présentent un solde nul au 31 Décembre 2020 contre 263 000 DT au 31 Décembre 2019. Le solde au 31 Décembre 2019 est constitué par les placements à courts terme effectués par les sociétés du groupe.

A.7 Liquidités et équivalents de liquidités

Les liquidités et équivalents de liquidités nets s'élèvent à 3 226 202 DT au 31 Décembre 2020 contre 3 792 986 DT au 31 Décembre 2019 et se détaillent comme suit :

Libellés	Soldes au 31/12/2020	Soldes au 31/12/2019
BH	2 056 926	3 278 923
Effets et chèques à l'encaissement	558 509	255 034
C C P	90 766	213 809
Amen Bank	365 608	40 719
Caisse courante	1 191	4 525
Virement en instance	156 874	3 853
Caisse commerciale	203	-
Total Brut	3 230 077	3 796 862
Provisions pour dépréciation des liquidités	(3 876)	(3 876)
Total net	3 226 202	3 792 986

A.8 Tableau de variation des capitaux propres

Le tableau de variation des capitaux propres pour la période allant du 1^{er} Janvier 2020 au 31 Décembre 2020 se présente comme suit :

Libellés	Solde au 01/01/2020	Affectation du résultat	Résultat de l'exercice	Incidence des intérêts minoritaires négatifs	Soldes au 31/12/2020
Capital social	4 461 532				4 461 532
Réserves consolidés (groupe)	5 501 813	(1 654 888)		17 155	3 864 079
Résultats consolidés (groupe)	(1 654 888)	1 654 888	804 082		804 082
Capitaux propres du groupe	8 308 457	-	804 082	17 155	9 129 693
Intérêts des minoritaires (réserves et capital)	29 156	(12 000)		(17 155)	1
Intérêts des minoritaires (résultat)	(12 000)	12 000	-		-
Intérêts des minoritaires	17 156	-	-	(17 155)	1
Total des capitaux propres consolidés	8 325 613	-	804 082	-	9 129 694

A.9 Emprunts

Les emprunts s'élèvent à 213 199 DT au 31 Décembre 2020 contre 92 846 DT au 31 Décembre 2019 et se rattachent exclusivement aux échéances à plus d'un an sur emprunts leasing.

A.10 Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges s'élèvent à 360 552 DT au 31 Décembre 2020 contre 872 316 DT au 31 Décembre 2019 et se rapportent aux différents risques opérationnels encourus par le Groupe.

A.11 Fournisseurs et comptes rattachés

Les fournisseurs et comptes rattachés s'élèvent à 7 737 679 DT au 31 Décembre 2020 contre 10 056 880 DT au 31 Décembre 2019 et se détaillent comme suit :

Libellés	Soldes au 31/12/2020	Soldes au 31/12/2019
Fournisseurs locaux	1 719 979	1 636 099
Fournisseurs étrangers	6 017 700	8 420 781
Total	7 737 679	10 056 880

A.12 Autres passifs courants

Les autres passifs courants s'élèvent à 2 443 673 DT au 31 Décembre 2020 contre 1 878 734 DT au 31 Décembre 2019 et se détaillent comme suit :

Libellés	Soldes au 31/12/2020	Soldes au 31/12/2019
Dettes fiscales	1 005 386	335 853
Charges à payer	455 726	651 977
Clients avances et acomptes	251 731	86 966
Recettes en instance d'affectation	193 645	193 645
Dettes envers le personnel	179 861	187 022
Dettes sociales	153 931	150 952
Créditeurs divers	109 858	231 176
Comptes transitoires passifs	90 669	38 278
Assurance groupe	2 865	2 865
Total	2 443 673	1 878 734

A.13 Concours bancaires et autres passifs financiers

Les concours bancaires et autres passifs financiers s'élèvent au 31 Décembre 2020 à 8 910 741 DT contre 16 134 350 DT au 31 Décembre 2019 et se détaillent comme suit :

Libellés	Soldes au 31/12/2020	Soldes au 31/12/2019
Crédit de mobilisation de créances commerciales	6 640 032	9 816 956
Chèques à payer	1 927 549	2 150 746
Banque de l'Habitat (Exploitation)	192 726	4 077 491
Crédit à moins d'un an Hannibal Lease	134 756	68 059
Intérêts courus et non échus	12 450	18 335
Attijari Bank	2 735	2 270
UBCI	493	493
Total	8 910 741	16 134 350

B- Notes de l'état de résultat consolidé**B.1 Revenus**

Les revenus s'élèvent à 56 227 345 DT au titre de l'exercice 2020 contre 41 294 520 DT au titre de l'exercice 2019 et se détaillent comme suit :

Libellés	2020	2019
Revenus des ventes	56 186 065	41 327 821
Remises et ristournes accordées	41 280	(33 301)
Total	56 227 345	41 294 520

B.2 Coût d'achat des marchandises vendues

Le coût d'achat des marchandises vendues s'élève à 47 526 219 DT au titre de l'exercice 2020 contre 33 682 746 DT au titre de l'exercice 2019 et se détaillent comme suit :

Libellés	2 020	2 019
Achats de marchandises	43 129 268	27 819 685
Frais sur achats de marchandises	4 355 269	2 480 006
Variation des stocks des marchandises	41 681	3 383 055
Total	47 526 219	33 682 746

B.3 Charges de personnel

Les charges de personnel s'élèvent à 2 375 038 DT au titre de l'exercice 2020 contre 2 495 714 DT au titre de l'exercice 2019 et se détaillent comme suit :

Libellés	2 020	2 019
Rémunérations brutes	1 982 810	2 069 178
Cotisations sociales	326 865	356 458
Assurance groupe	65 363	70 078
Total	2 375 038	2 495 714

B.4 Dotations aux amortissements et aux provisions

Les dotations aux amortissements et aux provisions nettes des reprises s'élèvent à 27 034 DT (Reprise nette) au titre de l'exercice 2020 contre 2 316 735 DT (Dotation nette) au titre de l'exercice 2019 et se détaillent comme suit :

Libellés	2 020	2 019
Dotations aux provisions pour dépréciations des créances clients	344 558	1 432 606
Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles	190 002	182 067
Dotations aux provisions pour dépréciations des stocks	51 978	416 486
Dotations aux provisions pour risques et charges	11 299	421 592
Dotations aux provisions pour dépréciations des immobilisations en cours	-	22 000
Dotations aux provisions pour dépréciations des autres actifs	-	20 553
Dotations aux provisions pour dépréciations des immobilisations financières	-	5 500
Reprises sur provisions des actifs	(10 622)	(19 372)
Reprises sur provisions pour dépréciations des créances	(91 187)	(164 696)
Reprises sur provisions pour risques et charges	(523 063)	-
Total	(27 034)	2 316 735

B.5 Autres charges d'exploitation

Les autres charges d'exploitation s'élèvent à 3 374 987 DT au titre de l'exercice 2020 contre 2 899 897 DT au titre de l'exercice 2019 et se détaillent comme suit :

Libellés	2 020	2 019
Honoraires et commissions	819 611	599 549
Sous-traitance	807 872	15 899
Frais de Marketing	560 911	890 866
Locations	267 638	279 604
Impôts et taxes	232 681	198 014
Achats non stockés	194 662	208 282
Frais bancaires	92 608	236 601
Entretiens et réparations	85 127	118 286
Primes d'assurances	82 518	72 944
Autres services extérieurs	68 328	67 271
Déplacements Missions Réceptions	63 776	80 669
Frais de télécommunication	53 020	50 608
Etudes, documentations Formations	18 400	54 013
Jetons de présence	18 000	18 000
Transport	17 494	12 089
Transfert de charges	(7 659)	(2 797)
Total	3 374 987	2 899 897

B.6 Charges financières nettes

Les charges financières nettes s'élèvent à 1 065 426 DT (Charge nette) au titre de l'exercice 2020 contre 1 552 902 DT (Charge nette) au titre de l'exercice 2019 et se détaillent comme suit :

Libellés	2 020	2 019
Intérêts bancaires sur opérations de financement	269 607	600 013
Différences de change nettes	548 507	390 760
Agios débiteurs	120 171	399 048
Intérêts d'escompte et encaissements effets	106 295	153 957
Intérêts Hannibal Lease	20 846	9 047
Intérêts Tunisie Factoring	-	76
Total	1 065 426	1 552 902

B.7 Autres gains ordinaires

Les autres gains ordinaires s'élèvent à 8 128 DT au titre de l'exercice 2020 contre 96 345 DT au titre de l'exercice 2019 et se détaillent comme suit :

Libellés	2 020	2019
Produits nets sur cessions des immobilisations	-	66 000
Autres gains	8 128	30 345
Total	8 128	96 345

B.8 Autres pertes ordinaires

Les autres pertes ordinaires s'élèvent à 961 549 DT au titre de l'exercice 2020 contre 21 002 DT au titre de l'exercice 2019 et se détaillent comme suit :

Désignations	2020	2019
Pertes liées au contrôle fiscal	906 016	-
Pénalités et amendes	16 583	19 841
Autres pertes	38 950	1 160
Total	961 549	21 002

C- Notes de l'état des flux de trésorerie consolidé

C.1 Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation

Les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation présentent un total positif de 6 891 327 DT au titre de l'exercice 2020 contre un flux positif de 103 469 DT au titre de l'exercice 2019 et se détaillent comme suit :

Désignations	Soldes au 31/12/2020	Soldes au 31/12/2019	Variation
Résultat net de l'exercice (Groupe)			804 082
Part revenant aux intérêts minoritaires			-
Ajustements pour :			
Amortissements des immobilisations	3 069 520	2 879 517	190 002
Provisions pour dépréciations des immobilisations financières	322 616	322 616	-
Provisions pour dépréciation des stocks	1 550 548	1 498 569	51 978
Provisions pour dépréciation des créances clients	7 563 154	7 309 783	253 371
Provisions pour dépréciation des autres créances	942 512	953 134	(10 622)
Provisions pour risques et charges	360 552	872 316	(511 764)
Total 1			777 047
Ajustements pour variation des :			
Stocks	8 994 674	9 610 385	615 710
Créances clients	15 706 756	24 087 481	8 380 725
Autres actifs	9 747 033	8 362 025	(1 385 009)
Placements courants	-	263 000	263 000
Fournisseurs et autres dettes	10 181 352	11 935 613	(1 754 261)
Intérêt courus	12 450	18 335	(5 886)
Total 2			6 114 280
Total des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation			6 891 327

C.2 Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement

Les flux de trésorerie liés aux activités d'investissement présentent un flux négatif de 360 741 DT au titre de l'exercice 2020 contre un flux négatif de 673 165 DT au titre de l'exercice 2019 et se détaillent comme suit :

Désignations	Soldes au 31/12/2020	Soldes au 31/12/2019	Variation
Décaissements pour acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles			
Variation des immobilisations corporelles et incorporelles	3 717 090	3 356 349	(360 741)
Total 1			(360 741)
Total des flux de trésorerie liés aux activités d'investissement			(360 741)

C.3 Flux de trésorerie liés aux activités de financement

Les flux de trésorerie liés aux activités de financement présentent un flux négatif de 2 989 874 DT au titre de l'exercice 2020 contre un flux négatif de 1 990 191 DT au titre de l'exercice 2019 et se détaillent comme suit :

Désignations	Soldes au 31/12/2020	Soldes au 31/12/2019	Variation
Remboursements d'emprunts leasing (Principal)			
Variation des emprunts leasing à long terme	213 199	92 846	120 353
Variation des échéances à moins d'un sur emprunts leasing	134 756	68 059	66 697
Total 1			187 050
Variation des crédits de financement à court terme			
Variation des crédits de financement à court terme	6 640 032	9 816 956	(3 176 925)
Total 2			(3 176 925)
Total des flux de trésorerie liés aux activités de financement			(2 989 874)

C.4 Trésorerie à la clôture de la période

La trésorerie nette accuse un solde positif de 1 106 574 DT au 31 Décembre 2020 contre un solde négatif de 2 434 137 DT au 31 Décembre 2019 se détaillant comme suit :

Libellés	Soldes au 31/12/2020	Soldes au 31/12/2019
Liquidités et équivalents de liquidités	3 230 077	3 796 862
Concours bancaires	(2 123 503)	(6 230 999)
Total	1 106 574	(2 434 137)

VIII. Engagements hors bilan**1- Engagements donnés**

La société « CELLCOM SA » a consenti au profit de la Banque de l'Habitat un nantissement en premier rang de son fonds de commerce en garantie des crédits de gestion obtenus auprès de cette banque à hauteur de 15 500 000 Dinars.

2- Engagements reçus

- La société « CELLCOM SA » a obtenu le cautionnement personnel et solidaire de la société « YKH HOLDING » au profit de la Banque de l'Habitat en garantie des crédits de gestion obtenus à hauteur de 15 500 000 Dinars.
- La société « CELLCOM SA » a obtenu des cautions de la part de la Banque de l'Habitat au profit de « Tunisie Telecom » en relation avec l'activité de distribution des cartes de recharge pour un montant total de 20 000 Dinars.

IX. Evénements postérieurs à la date de clôture

Les présents Etats Financiers consolidés sont arrêtés par le Conseil d'Administration du 21 Octobre 2021. Par conséquent, ils ne reflètent pas les événements survenus postérieurement à cette date.

GROUPE CELLCOM

Rapport Général du Commissaire aux Comptes

Etats Financiers consolidés - Exercice clos le 31 Décembre 2020

Messieurs les actionnaires de la société « CELLCOM SA »,

I. Rapport sur l'audit des Etats Financiers Consolidés

1. Opinion avec réserves

En exécution de la mission de commissariat aux comptes qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale du 15 Novembre 2019, nous avons effectué l'audit des Etats Financiers consolidés du « Groupe CELLCOM » (le « Groupe »), qui comprennent le bilan consolidé arrêté au 31 Décembre 2020, l'état de résultat consolidé et l'état des flux de trésorerie consolidé pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes annexes, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

Ces Etats Financiers consolidés font ressortir des capitaux propres consolidés positifs (part du Groupe) de 9 129 693 DT, y compris le résultat consolidé bénéficiaire de l'exercice (part du Groupe) qui s'élève à 804 082 DT.

À notre avis, à l'exception des incidences des problèmes décrits dans la section « Fondement de l'opinion avec réserves » de notre rapport, les Etats Financiers consolidés ci-joints présentent sincèrement, dans tous leurs aspects significatifs, la situation financière du Groupe au 31 Décembre 2020, ainsi que sa performance financière et ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément au Système Comptable des Entreprises.

2. Fondement de l'opinion avec réserves

▪ Participation au capital de la société « CELLCOM Côte d'Ivoire »

Les titres de participation détenus sur la société « CELLCOM Côte d'Ivoire » accusent, au 31 Décembre 2020, un solde de 307 020 DT totalement provisionné.

Cette filiale a été exclue du périmètre de consolidation à partir de l'exercice 2018.

En absence de toute information sur la situation juridique, comptable et financière de cette entité, nous ne sommes pas en mesure de nous prononcer sur le caractère approprié du traitement comptable retenu par la Direction vis-à-vis de ces titres.

▪ Participation au capital de la société « CELLCOM Maroc »

Les titres de participation détenus par la société « CELLCOM SA » sur la société « CELLCOM Maroc » accusent au 31 Décembre 2020 un solde de 247 620 DT, et sont provisionnés à hauteur de 3 806 DT. Ces titres correspondent à une participation de 60% dans le capital de ladite société, qui s'élève à 2 000 000 MAD.

Lors de l'audit des Etats Financiers individuels de la société « CELLCOM SA », il a été relevé sur la base du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire tenue en date du 17 Décembre 2018, que cette société a été dissoute et que les travaux de liquidation ont été clôturés par la constatation d'un mali déficitaire de 81 928 MAD. Cependant, à la date de signature du présent rapport, la quote-part de « CELLCOM SA » dans le produit de liquidation, n'a pas encore été encaissée.

En absence du dossier complet de cette affaire incluant notamment le bilan de liquidation, le détail du calcul de l'allocation du produit global de la liquidation entre les associés et les motifs officiels du retard dans l'encaissement de la quote-part dans ce produit, nous ne sommes pas en mesure de nous prononcer sur le caractère suffisant des provisions constatées ni sur la régularité et la correcte traduction comptable de cette situation. A noter que le Groupe a exclu cette filiale du périmètre de consolidation à partir de l'exercice 2019 alors qu'elle était consolidée par intégration globale en 2018.

▪ **Commissions « JUMIA » au niveau des Etats Financiers de la société « CELLCOM RETAIL »**

Le rapport de commissariat aux comptes sur les Etats Financiers de la filiale « CELLCOM RETAIL » arrêtés au 31 Décembre 2020 a indiqué l'existence d'une limitation des travaux d'audit relatifs aux commissions facturées par le prestataire « JUMIA », présentées au niveau de la rubrique "Autres charges d'exploitation".

Cette limitation résulte du fait que la société « CELLCOM RETAIL » ne dispose pas d'un suivi extra-comptable ou de situations contradictoires permettant de vérifier les commissions facturées par ce prestataire.

En raison de cette limitation, le commissaire aux comptes de la société « CELLCOM RETAIL » confirme qu'il n'était pas en mesure de se prononcer sur les transactions enregistrées avec le prestataire "Jumia" au cours de l'exercice 2020.

Nous avons effectué notre audit selon les normes internationales d'audit applicables en Tunisie. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur pour l'audit des Etats Financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants du Groupe conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des Etats Financiers en Tunisie et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit avec réserves.

3. Questions clés de l'audit

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des Etats Financiers consolidés de la période considérée. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des Etats Financiers consolidés pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

Outre les questions décrites dans la section « Fondement de l'opinion avec réserves », nous avons déterminé que la question décrite ci-après constituait la question clé de l'audit à communiquer dans notre rapport.

▪ **Evaluation des stocks**

Risques identifiés

Les stocks de la société « CELLCOM SA » présentent au 31 Décembre 2020 un solde net de 6 564 770 DT soit près de 23% du total des actifs consolidés (Note A.3 aux Etats Financiers).

Les stocks sont évalués à leur coût d'acquisition. Ce coût comprend le prix d'achat, les droits de douane à l'importation et les taxes non récupérables ainsi que les frais de transport, d'assurance liée au transport et les autres coûts directement liés à l'acquisition des éléments achetés, déduction faite de toutes les réductions commerciales obtenues.

La formule de valorisation adoptée par la société est celle du coût moyen pondéré et les flux d'entrée et de sortie de stocks sont comptabilisés selon la méthode de l'inventaire intermittent.

A la date de clôture, il est procédé à la détermination de la valeur de réalisation nette des stocks sur la base des hypothèses les plus vraisemblables de la valeur probable de réalisation dans des conditions normales de vente. Toutes dépréciations et/ou pertes éventuelles sont constatées en charges de l'exercice.

Pour les articles à rotation lente, la Direction de la société a prévu une politique de dépréciation qui varie en fonction de la catégorie des articles et de leur antériorité.

Les risques suivants ont été identifiés concernant l'évaluation des stocks :

- La nature des stocks de la société, notamment le fait qu'ils soient fortement liés à l'évolution technologique, implique une forte variation de leurs prix de vente, ce qui impacte de façon directe leur valeur de réalisation nette ;
- Pour la comptabilisation de ses stocks, la société applique la méthode de l'inventaire intermittent qui ne favorise pas forcément un suivi continu et en temps réel de la conformité entre les données comptables et les données physiques relatives aux quantités ;
- La société ne dispose pas d'un système informatique dédié au calcul des coûts de revient des stocks. Cette situation la met dans l'obligation de recourir aux traitements manuels et augmente ainsi les risques d'erreurs dans l'évaluation des stocks ;
- Le calcul du coût moyen pondéré des stocks par le système présente des insuffisances ; et
- La société n'a pas mis en place un système rigoureux de suivi des stocks en consignment chez les tiers.

Notre réponse à ce risque

Pour adresser les risques précités, nos travaux ont consisté notamment à réaliser les procédures suivantes :

- Assistance à l'inventaire physique des stocks au niveau des sites les plus importants de la société « CELLCOM SA » et vérification par échantillonnage que les quantités recensées ont été correctement prises en compte en comptabilité ;
- Analyse, sur la base d'échantillons, des calculs du coût de revient des stocks en éliminant l'impact des éléments non incorporables ;
- Recalcul des coûts moyens pondérés des stocks ;
- Envoi de demandes de confirmation des stocks en consignment aux tiers concernés et/ou assistance à l'inventaire de ces stocks ;
- Analyse de la bonne application des politiques de provisionnement des stocks en fonction de leur antériorité ; et
- Recalcul de la valeur de réalisation nette des stocks sur la base des ventes post-clôture ou des derniers prix de vente appliqués et vérification du caractère approprié des provisions estimées et comptabilisées.

4. Rapport de gestion du Groupe

La responsabilité du rapport de gestion du Groupe incombe au Conseil d'Administration.

Notre opinion sur les Etats Financiers consolidés ne s'étend pas au rapport du Conseil d'Administration et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ce rapport.

En application des dispositions de l'article 266 du Code des Sociétés Commerciales, notre responsabilité consiste à vérifier l'exactitude des informations données sur les comptes du Groupe dans le rapport de gestion du Groupe par référence aux données figurant dans les Etats Financiers consolidés. Nos travaux consistent à lire le rapport du Conseil d'Administration et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celui-ci et les Etats Financiers consolidés ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si le rapport du Conseil d'Administration semble autrement comporter une anomalie significative. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans le rapport de gestion du Groupe, nous sommes tenus de signaler ce fait.

Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

5. Responsabilités de la Direction et des responsables de la gouvernance pour les Etats Financiers consolidés

La Direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des Etats Financiers consolidés conformément au Système Comptable des Entreprises, de la mise en place du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'Etats Financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, ainsi que de la détermination des estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

Lors de la préparation des Etats Financiers consolidés, c'est à la Direction qu'il incombe d'évaluer la capacité du Groupe à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la Direction a l'intention de liquider le Groupe ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière du Groupe.

6. Responsabilités de l'auditeur pour l'audit des Etats Financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les Etats Financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit, réalisé conformément aux normes internationales d'audit applicables en Tunisie, permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister.

Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des Etats Financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes internationales d'audit applicables en Tunisie, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit.

En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les Etats Financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées dans les circonstances ;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la Direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du Groupe à poursuivre son exploitation.

Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les Etats Financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener le Groupe à cesser son exploitation ;

- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la forme et le contenu des Etats Financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les Etats Financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle ;
- Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.
- Nous fournissons également aux responsables de la gouvernance une déclaration précisant que nous nous sommes conformés aux règles de déontologie pertinentes concernant l'indépendance, et leur communiquons toutes les relations et tous les autres facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir des incidences sur notre indépendance ainsi que les sauvegardes connexes s'il y a lieu.
- Parmi les questions communiquées aux responsables de la gouvernance, nous déterminons quelles ont été les plus importantes dans l'audit des Etats Financiers consolidés de la période considérée : ce sont les questions clés de l'audit. Nous décrivons ces questions dans notre rapport, sauf si des textes légaux ou réglementaires en empêchent la publication ou si, dans des circonstances extrêmement rares, nous déterminons que nous ne devrions pas communiquer une question dans notre rapport parce que l'on peut raisonnablement s'attendre à ce que les conséquences néfastes de la communication de cette question dépassent les avantages pour l'intérêt public.

II. Rapport relatif aux obligations légales et réglementaires

Dans le cadre de notre mission de commissariat aux comptes, nous avons également procédé aux vérifications spécifiques prévues par les normes publiées par l'Ordre des Experts Comptables de Tunisie et par les textes réglementaires en vigueur en la matière.

1. Efficacité du système de contrôle interne du Groupe

En application des dispositions de l'article 3 de la loi 94-117 du 14 novembre 1994 tel que modifiée par la loi 2005-96 du 18 octobre 2005, portant promulgation de la réorganisation du marché financier, nous avons procédé à une évaluation générale portant sur l'efficacité du système de contrôle interne du Groupe. A ce sujet, nous rappelons que la responsabilité de la conception et de la mise en place d'un système de contrôle interne ainsi que la surveillance périodique de son efficacité et de son efficience incombe à la Direction.

A l'exception des éléments décrits au niveau du paragraphe 2 « Fondements de l'opinion avec réserves » ainsi que du paragraphe 4 « Questions clés de l'audit », nous n'avons pas relevé, sur la base de notre examen, d'autres insuffisances majeures susceptibles d'impacter notre opinion sur les Etats Financiers consolidés.

AMC Ernst & Young
Achraf Guermech

Tunis, le 22 Octobre 2021

